

# **GHT VAL DE SEINE ET PLATEAUX DE L'EURE**

## **LOT UNIQUE**

### **ASSURANCE « RESPONSABILITE DES GESTIONNAIRES PUBLICS »**

#### **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

Le présent cahier des clauses techniques particulières comporte :

- ⇒ les conditions particulières du CHI Elbeuf – Louviers – Val de Reuil
- ⇒ les conditions particulières du CH Le Neubourg
- ⇒ les conditions particulières du CH Bourg Achard

# ASSURANCE

## RESPONSABILITE DES GESTIONNAIRES PUBLICS DU CHI ELBEUF - LOUVIERS - VAL DE REUIL

### CONDITIONS PARTICULIERES

Contrat compagnie : .....

Numéro : .....

**Le présent contrat est régi par le Code des assurances.<sup>1</sup>**

---

© PROTECTAS 2021 – Ce document est la propriété exclusive de la société PROTECTAS et est protégé par la législation française et internationale en vigueur au titre de la propriété intellectuelle (notamment mais sans s'y limiter, droits d'auteur et marques). Toute reproduction ou utilisation même partielle effectuée sans l'autorisation préalable des représentants légaux de la société PROTECTAS est constitutive d'un acte de contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale de son auteur.

## 1 / IDENTIFICATION - ADMINISTRATION DU CONTRAT

### 1.1 - SOUSCRIPTEUR

**LE CHI ELBEUF-LOUVIERS-VAL DE REUIL**

**Représenté par** son Directeur Général en exercice.

### 1.2 - ASSURES

**Les gestionnaires publics exerçant ou ayant exercé en cette qualité au sein des souscripteurs.**

Il est convenu que la notion de tiers ou d'autrui est maintenue entre les différents assurés.

A la souscription du contrat, le nombre d'assurés est de 175.

La garantie sera automatiquement étendue aux gestionnaires recrutés en cours d'exercice.

### 1.3 - ADRESSE

CHI Elbeuf-Louviers- Val de Reuil  
Rue du Docteur Villers  
**76410 SAINT AUBIN LES ELBEUF**

### 1.4 - ASSUREUR - COASSUREUR

### 1.5 - EFFET - ECHEANCE - DUREE

Le marché est conclu de sa notification jusqu'au **31 décembre 2029** avec possibilité de résiliation annuelle du contrat pour les deux parties sous préavis de **6 mois** avant l'échéance du **1<sup>er</sup> janvier**.

### 1.6 - RESILIATION APRES SINISTRE

Il est convenu que l'assureur ne pourra pas utiliser la faculté de résiliation après sinistre prévue à l'article R. 113-10 du Code des assurances.

## 2 / OBJET DU CONTRAT

Le contrat a pour objet de couvrir les risques liés au régime de responsabilité des gestionnaires publics tel que défini par l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics.

L'assureur prend en charge les conséquences pécuniaires résultant de l'engagement de la responsabilité de l'assuré en sa qualité de gestionnaire public à raison des dommages subis par le souscripteur ainsi que les sommes versées afin de réparer les dommages en vue d'obtenir une dispense de peine dans les conditions de l'article L. 131-19 alinéa 2 du code des juridictions financières.

Le contrat couvre également les frais de défense de l'assuré dans le cadre des procédures liées à l'engagement de sa responsabilité.

L'assureur se réserve la faculté :

- d'assumer la défense de l'assuré, de diriger le procès et d'exercer toutes voies de recours devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives,
- de diriger la défense sur le plan pénal ou de s'y associer devant les juridictions pénales, si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées.

L'assureur a seul le droit, dans la limite de sa garantie, de transiger avec les personnes lésées. Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'assureur, ne lui est opposable.

L'assureur supporte, à concurrence du montant fixé ci-après, les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise, d'avocats, d'exécution de jugements ainsi que les frais de procès.

### 3 / GARANTIES SPECIFIQUES

#### 3.1 - ASSISTANCE JURIDIQUE

Dans les domaines de droit garantis, l'assureur accorde une assistance juridique téléphonique à l'assuré.

#### 3.2 - PROTECTION JURIDIQUE

Le contrat couvre l'ensemble des frais de justice, d'expertise et honoraires d'avocat, ainsi que les sommes mises à la charge de l'assuré au titre des dépens et des frais irrépétibles à l'issue d'une procédure.

#### 3.3 - ASSISTANCE PSYCHOLOGIQUE

La garantie est étendue aux frais d'assistance psychologique lorsqu'une procédure est engagée contre un assuré.

#### 3.4 - AUTRES FRAIS LIES A LA PROCEDURE

La garantie est acquise pour les frais de déplacement, les frais d'hébergement et les frais de restauration engagés par l'assuré dans le cadre de la procédure engagée contre lui.

### 4 / MONTANTS DES GARANTIES

#### 4.1 - RESPONSABILITE DU GESTIONNAIRE PUBLIC

Responsabilité du gestionnaire public : **1 000 000 €** par sinistre  
Sommes versées afin d'obtenir une dispense de peine : **100 000 €** par sinistre

#### 4.2 - PROTECTION JURIDIQUE

Le montant maximum des frais de justice et honoraires pris en charge par l'assureur pour un sinistre est fixé à **75 000 €** par procédure.

Les plafonds de remboursement des honoraires du mandataire pour une procédure devant la juridiction financière sont fixés comme suit :

Nature de l'intervention	Montant TTC par assuré
Assistance lors d'un contrôle	5 000 €
Assistance lors de l'instruction	5 000 €
Juridiction de première instance	5 000 €
Juridiction d'appel	5 000 €
Cassation	5 000 €
Renvoi suite à cassation	3 000 €
Juridiction européenne	3 000 €
Toute autre juridiction	3 000 €

Les plafonds de remboursement des honoraires du mandataire pour une procédure managériale sont fixés comme suit :

Nature de l'intervention	Montant TTC par assuré
Assistance lors d'une procédure managériale	3 000 €
Recours gracieux	1 000 €
Médiation judiciaire	1 500 €
Juridiction de première instance	5 000 €
Juridiction d'appel	5 000 €
Cassation	5 000 €
Renvoi suite à cassation	3 000 €
Juridiction européenne	2 000 €
Toute autre juridiction	2 000 €

#### 4.3 - ASSISTANCE PSYCHOLOGIQUE

La garantie est acquise à hauteur de :

- **3 séances en présentiel** par assuré et par an,
  - **5 entretiens téléphoniques** par assuré et par an,
- dans la limite de **500 €** par assuré et par an.

#### 4.4 - AUTRES FRAIS LIES A LA PROCEDURE

Cette garantie s'applique dans la limite de **2 000 €** par assuré et par an.

Pour les frais de déplacement, le remboursement s'effectuera sur la base du moyen de transport le plus économique en fonction de l'offre existante sur le trajet.

## 5 / MONTANTS DES FRANCHISES

Responsabilité du gestionnaire public et sommes versées afin d'obtenir une dispense de peine :

**10 %** du montant du préjudice avec un minimum de **150 €** et un maximum de **1 000 €**

Protection juridique : **pas de franchise ni de seuil d'intervention**

Assistance psychologique : **pas de franchise**

Autres frais liés à la procédure : **pas de franchise**

## 6 / EXCLUSIONS

**Nonobstant toute autre stipulation, sont seuls exclus de la garantie :**

- **les dommages occasionnés par la guerre étrangère, l'assuré devant faire la preuve que le sinistre résulte d'un fait autre que la guerre étrangère,**
- **les dommages occasionnés par la guerre civile, l'assureur devant faire la preuve que le sinistre résulte de ce fait,**
- **les dommages causés intentionnellement par les représentants légaux de l'assuré ou avec leur complicité, sous réserve des dispositions de l'article L. 121-2 du Code des assurances,**
- **les dommages mis à la charge de l'assuré en vertu d'obligations contractuelles acceptées par lui et excédant ce qui serait dû en application des principes généraux de responsabilité,**
- **le paiement des amendes.**

## 7 / DUREE

Les garanties du présent contrat sont acquises dès la date d'effet prévue aux conditions particulières et s'exercent conformément aux dispositions de l'art. L. 251-2 du Code des assurances reprenant la loi n° 2002-1577 du 30 décembre 2002 modifié par la loi n° 2003-706 du 1<sup>er</sup> août 2003.

Conformément aux dispositions formulées à l'article L. 124-5 alinéa 4 du Code des assurances en application de la loi n° 2003-706 du 1<sup>er</sup> août 2003, *"la garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionnée par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.*

*Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie."*

Lorsqu'un même sinistre est susceptible de mettre en jeu la garantie apportée par plusieurs contrats successifs, il est couvert en priorité par le contrat en vigueur au moment de la première réclamation sans qu'il soit fait application des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> alinéas de l'article L. 121-4 du Code des assurances.

Conformément à l'article L. 124-5 du Code des assurances, la garantie subséquente est limitée à 5 ans.

## **8 / RETARD ADMINISTRATIF DU PAIEMENT DES PRIMES**

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites, selon les règlements administratifs en vigueur, les Compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris vote des dépenses).

## **9 / TERRITORIALITE**

La garantie est acquise en France métropolitaine et dans les outre-mers.

## **10 / PIECES ANNEXES**

Conditions générales (modèle .....)

**Le souscripteur,**

**L'assureur,**

# ASSURANCE

## RESPONSABILITE DES GESTIONNAIRES PUBLICS

### DU CH LE NEUBOURG

## CONDITIONS PARTICULIERES

Contrat compagnie : .....

Numéro : .....

**Le présent contrat est régi par le Code des assurances.<sup>1</sup>**

---

© PROTECTAS 2021 – Ce document est la propriété exclusive de la société PROTECTAS et est protégé par la législation française et internationale en vigueur au titre de la propriété intellectuelle (notamment mais sans s'y limiter, droits d'auteur et marques). Toute reproduction ou utilisation même partielle effectuée sans l'autorisation préalable des représentants légaux de la société PROTECTAS est constitutive d'un acte de contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale de son auteur.



## 1 / IDENTIFICATION - ADMINISTRATION DU CONTRAT

### 1.1 - SOUSCRIPTEUR

#### **LE CENTRE HOSPITALIER LE NEUBOURG**

**Représenté** par son Directeur Général en exercice.

### 1.2 - ASSURES

#### **Les gestionnaires publics exerçant ou ayant exercé en cette qualité au sein des souscripteurs.**

Il est convenu que la notion de tiers ou d'autrui est maintenue entre les différents assurés.

A la souscription du contrat, le nombre d'assurés est de 10.

La garantie sera automatiquement étendue aux gestionnaires recrutés en cours d'exercice.

### 1.3 - ADRESSE

CH LE NEUBOURG  
25 Rue du Général de Gaulle  
**27110 Le Neubourg**

### 1.4 - ASSUREUR - COASSUREUR

### 1.5 - EFFET - ECHEANCE - DUREE

Le marché est conclu de sa notification jusqu'au **31 décembre 2029** avec possibilité de résiliation annuelle du contrat pour les deux parties sous préavis de **6 mois** avant l'échéance du **1<sup>er</sup> janvier**.

### 1.6 - RESILIATION APRES SINISTRE

Il est convenu que l'assureur ne pourra pas utiliser la faculté de résiliation après sinistre prévue à l'article R. 113-10 du Code des assurances.

## 2 / OBJET DU CONTRAT

Le contrat a pour objet de couvrir les risques liés au régime de responsabilité des gestionnaires publics tel que défini par l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics.

L'assureur prend en charge les conséquences pécuniaires résultant de l'engagement de la responsabilité de l'assuré en sa qualité de gestionnaire public à raison des dommages subis par le souscripteur ainsi que les sommes versées afin de réparer les dommages en vue d'obtenir une dispense de peine dans les conditions de l'article L. 131-19 alinéa 2 du code des juridictions financières.

Le contrat couvre également les frais de défense de l'assuré dans le cadre des procédures liées à l'engagement de sa responsabilité.

L'assureur se réserve la faculté :

- d'assumer la défense de l'assuré, de diriger le procès et d'exercer toutes voies de recours devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives,
- de diriger la défense sur le plan pénal ou de s'y associer devant les juridictions pénales, si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées.

L'assureur a seul le droit, dans la limite de sa garantie, de transiger avec les personnes lésées. Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'assureur, ne lui est opposable.

L'assureur supporte, à concurrence du montant fixé ci-après, les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise, d'avocats, d'exécution de jugements ainsi que les frais de procès.

### 3 / GARANTIES SPECIFIQUES

#### 3.1 - ASSISTANCE JURIDIQUE

Dans les domaines de droit garantis, l'assureur accorde une assistance juridique téléphonique à l'assuré.

#### 3.2 - PROTECTION JURIDIQUE

Le contrat couvre l'ensemble des frais de justice, d'expertise et honoraires d'avocat, ainsi que les sommes mises à la charge de l'assuré au titre des dépens et des frais irrépétibles à l'issue d'une procédure.

#### 3.3 - ASSISTANCE PSYCHOLOGIQUE

La garantie est étendue aux frais d'assistance psychologique lorsqu'une procédure est engagée contre un assuré.

#### 3.4 - AUTRES FRAIS LIES A LA PROCEDURE

La garantie est acquise pour les frais de déplacement, les frais d'hébergement et les frais de restauration engagés par l'assuré dans le cadre de la procédure engagée contre lui.

### 4 / MONTANTS DES GARANTIES

#### 4.1 - RESPONSABILITE DU GESTIONNAIRE PUBLIC

Responsabilité du gestionnaire public : **1 000 000 €** par sinistre  
Sommes versées afin d'obtenir une dispense de peine : **100 000 €** par sinistre

#### 4.2 - PROTECTION JURIDIQUE

Le montant maximum des frais de justice et honoraires pris en charge par l'assureur pour un sinistre est fixé à **75 000 €** par procédure.

Les plafonds de remboursement des honoraires du mandataire pour une procédure devant la juridiction financière sont fixés comme suit :

Nature de l'intervention	Montant TTC par assuré
Assistance lors d'un contrôle	5 000 €
Assistance lors de l'instruction	5 000 €
Juridiction de première instance	5 000 €
Juridiction d'appel	5 000 €
Cassation	5 000 €
Renvoi suite à cassation	3 000 €
Juridiction européenne	3 000 €
Toute autre juridiction	3 000 €

Les plafonds de remboursement des honoraires du mandataire pour une procédure managériale sont fixés comme suit :

Nature de l'intervention	Montant TTC par assuré
Assistance lors d'une procédure managériale	3 000 €
Recours gracieux	1 000 €
Médiation judiciaire	1 500 €
Juridiction de première instance	5 000 €
Juridiction d'appel	5 000 €
Cassation	5 000 €
Renvoi suite à cassation	3 000 €
Juridiction européenne	2 000 €
Toute autre juridiction	2 000 €

#### 4.3 - ASSISTANCE PSYCHOLOGIQUE

La garantie est acquise à hauteur de :

- **3 séances en présentiel** par assuré et par an,
  - **5 entretiens téléphoniques** par assuré et par an,
- dans la limite de **500 €** par assuré et par an.

#### 4.4 - AUTRES FRAIS LIES A LA PROCEDURE

Cette garantie s'applique dans la limite de **2 000 €** par assuré et par an.

Pour les frais de déplacement, le remboursement s'effectuera sur la base du moyen de transport le plus économique en fonction de l'offre existante sur le trajet.

## 5 / MONTANTS DES FRANCHISES

Responsabilité du gestionnaire public et sommes versées afin d'obtenir une dispense de peine :

**10 %** du montant du préjudice avec un minimum de **150 €** et un maximum de **1 000 €**

Protection juridique : **pas de franchise ni de seuil d'intervention**

Assistance psychologique : **pas de franchise**

Autres frais liés à la procédure : **pas de franchise**

## 6 / EXCLUSIONS

**Nonobstant toute autre stipulation, sont seuls exclus de la garantie :**

- **les dommages occasionnés par la guerre étrangère, l'assuré devant faire la preuve que le sinistre résulte d'un fait autre que la guerre étrangère,**
- **les dommages occasionnés par la guerre civile, l'assureur devant faire la preuve que le sinistre résulte de ce fait,**
- **les dommages causés intentionnellement par les représentants légaux de l'assuré ou avec leur complicité, sous réserve des dispositions de l'article L. 121-2 du Code des assurances,**
- **les dommages mis à la charge de l'assuré en vertu d'obligations contractuelles acceptées par lui et excédant ce qui serait dû en application des principes généraux de responsabilité,**
- **le paiement des amendes.**

## 7 / DUREE

Les garanties du présent contrat sont acquises dès la date d'effet prévue aux conditions particulières et s'exercent conformément aux dispositions de l'art. L. 251-2 du Code des assurances reprenant la loi n° 2002-1577 du 30 décembre 2002 modifié par la loi n° 2003-706 du 1<sup>er</sup> août 2003.

Conformément aux dispositions formulées à l'article L. 124-5 alinéa 4 du Code des assurances en application de la loi n° 2003-706 du 1<sup>er</sup> août 2003, *"la garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionnée par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.*

*Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie."*

Lorsqu'un même sinistre est susceptible de mettre en jeu la garantie apportée par plusieurs contrats successifs, il est couvert en priorité par le contrat en vigueur au moment de la première réclamation sans qu'il soit fait application des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> alinéas de l'article L. 121-4 du Code des assurances.

Conformément à l'article L. 124-5 du Code des assurances, la garantie subséquente est limitée à 5 ans.

## **8 / RETARD ADMINISTRATIF DU PAIEMENT DES PRIMES**

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites, selon les règlements administratifs en vigueur, les Compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris vote des dépenses).

## **9 / TERRITORIALITE**

La garantie est acquise en France métropolitaine et dans les outre-mers.

## **10 / PIECES ANNEXES**

Conditions générales (modèle .....)

**Le souscripteur,**

**L'assureur,**

# ASSURANCE

## RESPONSABILITE DES GESTIONNAIRES PUBLICS

### DU CH BOURG ACHARD

## CONDITIONS PARTICULIERES

Contrat compagnie : .....

Numéro : .....

**Le présent contrat est régi par le Code des assurances.<sup>1</sup>**

---

© PROTECTAS 2021 – Ce document est la propriété exclusive de la société PROTECTAS et est protégé par la législation française et internationale en vigueur au titre de la propriété intellectuelle (notamment mais sans s'y limiter, droits d'auteur et marques). Toute reproduction ou utilisation même partielle effectuée sans l'autorisation préalable des représentants légaux de la société PROTECTAS est constitutive d'un acte de contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale de son auteur.

## 1 / IDENTIFICATION - ADMINISTRATION DU CONTRAT

### 1.1 - SOUSCRIPTEUR

**LE CENTRE HOSPITALIER BOURG ACHARD**

**Représenté par** son Directeur Général en exercice.

### 1.2 - ASSURES

**Les gestionnaires publics exerçant ou ayant exercé en cette qualité au sein des souscripteurs.**

Il est convenu que la notion de tiers ou d'autrui est maintenue entre les différents assurés.

A la souscription du contrat, le nombre d'assurés est de 4.

La garantie sera automatiquement étendue aux gestionnaires recrutés en cours d'exercice.

### 1.3 - ADRESSE

CH BOURG ACHARD  
165 rue Pasteur  
**27310 BOURG ACHARD**

### 1.4 - ASSUREUR - COASSUREUR

### 1.5 - EFFET - ECHEANCE - DUREE

Le marché est conclu de sa notification jusqu'au **31 décembre 2029** avec possibilité de résiliation annuelle du contrat pour les deux parties sous préavis de **6 mois** avant l'échéance du **1<sup>er</sup> janvier**.

### 1.6 - RESILIATION APRES SINISTRE

Il est convenu que l'assureur ne pourra pas utiliser la faculté de résiliation après sinistre prévue à l'article R. 113-10 du Code des assurances.

## 2 / OBJET DU CONTRAT

Le contrat a pour objet de couvrir les risques liés au régime de responsabilité des gestionnaires publics tel que défini par l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics.

L'assureur prend en charge les conséquences pécuniaires résultant de l'engagement de la responsabilité de l'assuré en sa qualité de gestionnaire public à raison des dommages subis par le souscripteur ainsi que les sommes versées afin de réparer les dommages en vue d'obtenir une dispense de peine dans les conditions de l'article L. 131-19 alinéa 2 du code des juridictions financières.

Le contrat couvre également les frais de défense de l'assuré dans le cadre des procédures liées à l'engagement de sa responsabilité.

L'assureur se réserve la faculté :

- d'assumer la défense de l'assuré, de diriger le procès et d'exercer toutes voies de recours devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives,
- de diriger la défense sur le plan pénal ou de s'y associer devant les juridictions pénales, si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées.

L'assureur a seul le droit, dans la limite de sa garantie, de transiger avec les personnes lésées. Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'assureur, ne lui est opposable.

L'assureur supporte, à concurrence du montant fixé ci-après, les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise, d'avocats, d'exécution de jugements ainsi que les frais de procès.

### 3 / GARANTIES SPECIFIQUES

#### 3.1 - ASSISTANCE JURIDIQUE

Dans les domaines de droit garantis, l'assureur accorde une assistance juridique téléphonique à l'assuré.

#### 3.2 - PROTECTION JURIDIQUE

Le contrat couvre l'ensemble des frais de justice, d'expertise et honoraires d'avocat, ainsi que les sommes mises à la charge de l'assuré au titre des dépens et des frais irrépétibles à l'issue d'une procédure.

#### 3.3 - ASSISTANCE PSYCHOLOGIQUE

La garantie est étendue aux frais d'assistance psychologique lorsqu'une procédure est engagée contre un assuré.

#### 3.4 - AUTRES FRAIS LIES A LA PROCEDURE

La garantie est acquise pour les frais de déplacement, les frais d'hébergement et les frais de restauration engagés par l'assuré dans le cadre de la procédure engagée contre lui.

### 4 / MONTANTS DES GARANTIES

#### 4.1 - RESPONSABILITE DU GESTIONNAIRE PUBLIC

Responsabilité du gestionnaire public : **1 000 000 €** par sinistre  
Sommes versées afin d'obtenir une dispense de peine : **100 000 €** par sinistre

#### 4.2 - PROTECTION JURIDIQUE

Le montant maximum des frais de justice et honoraires pris en charge par l'assureur pour un sinistre est fixé à **75 000 €** par procédure.



Les plafonds de remboursement des honoraires du mandataire pour une procédure devant la juridiction financière sont fixés comme suit :

Nature de l'intervention	Montant TTC par assuré
Assistance lors d'un contrôle	5 000 €
Assistance lors de l'instruction	5 000 €
Juridiction de première instance	5 000 €
Juridiction d'appel	5 000 €
Cassation	5 000 €
Renvoi suite à cassation	3 000 €
Juridiction européenne	3 000 €
Toute autre juridiction	3 000 €

Les plafonds de remboursement des honoraires du mandataire pour une procédure managériale sont fixés comme suit :

Nature de l'intervention	Montant TTC par assuré
Assistance lors d'une procédure managériale	3 000 €
Recours gracieux	1 000 €
Médiation judiciaire	1 500 €
Juridiction de première instance	5 000 €
Juridiction d'appel	5 000 €
Cassation	5 000 €
Renvoi suite à cassation	3 000 €
Juridiction européenne	2 000 €
Toute autre juridiction	2 000 €

#### **4.3 - ASSISTANCE PSYCHOLOGIQUE**

La garantie est acquise à hauteur de :

- **3 séances en présentiel** par assuré et par an,
  - **5 entretiens téléphoniques** par assuré et par an,
- dans la limite de **500 €** par assuré et par an.

#### **4.4 - AUTRES FRAIS LIES A LA PROCEDURE**

Cette garantie s'applique dans la limite de **2 000 €** par assuré et par an.

Pour les frais de déplacement, le remboursement s'effectuera sur la base du moyen de transport le plus économique en fonction de l'offre existante sur le trajet.

## 5 / MONTANTS DES FRANCHISES

Responsabilité du gestionnaire public et sommes versées afin d'obtenir une dispense de peine :

**10 %** du montant du préjudice avec un minimum de **150 €** et un maximum de **1 000 €**

Protection juridique : **pas de franchise ni de seuil d'intervention**

Assistance psychologique : **pas de franchise**

Autres frais liés à la procédure : **pas de franchise**

## 6 / EXCLUSIONS

**Nonobstant toute autre stipulation, sont seuls exclus de la garantie :**

- **les dommages occasionnés par la guerre étrangère, l'assuré devant faire la preuve que le sinistre résulte d'un fait autre que la guerre étrangère,**
- **les dommages occasionnés par la guerre civile, l'assureur devant faire la preuve que le sinistre résulte de ce fait,**
- **les dommages causés intentionnellement par les représentants légaux de l'assuré ou avec leur complicité, sous réserve des dispositions de l'article L. 121-2 du Code des assurances,**
- **les dommages mis à la charge de l'assuré en vertu d'obligations contractuelles acceptées par lui et excédant ce qui serait dû en application des principes généraux de responsabilité,**
- **le paiement des amendes.**

## 7 / DUREE

Les garanties du présent contrat sont acquises dès la date d'effet prévue aux conditions particulières et s'exercent conformément aux dispositions de l'art. L. 251-2 du Code des assurances reprenant la loi n° 2002-1577 du 30 décembre 2002 modifié par la loi n° 2003-706 du 1<sup>er</sup> août 2003.

Conformément aux dispositions formulées à l'article L. 124-5 alinéa 4 du Code des assurances en application de la loi n° 2003-706 du 1<sup>er</sup> août 2003, *"la garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionnée par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.*

*Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie."*

Lorsqu'un même sinistre est susceptible de mettre en jeu la garantie apportée par plusieurs contrats successifs, il est couvert en priorité par le contrat en vigueur au moment de la première réclamation sans qu'il soit fait application des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> alinéas de l'article L. 121-4 du Code des assurances.

Conformément à l'article L. 124-5 du Code des assurances, la garantie subséquente est limitée à 5 ans.

## **8 / RETARD ADMINISTRATIF DU PAIEMENT DES PRIMES**

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites, selon les règlements administratifs en vigueur, les Compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris vote des dépenses).

## **9 / TERRITORIALITE**

La garantie est acquise en France métropolitaine et dans les outre-mers.

## **10 / PIECES ANNEXES**

Conditions générales (modèle .....)

**Le souscripteur,**

**L'assureur,**